



# Onzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale

*Bangkok, Thaïlande 18-25 avril 2005*



BKK/CP/21  
24 avril 2005

## **Le onzième Congrès de l'ONU sur la prévention du crime discute de la corruption dans les opérations de secours d'urgence et de reconstruction**

(Adapté de l'anglais)

BANGKOK, 23 avril (Service d'information des Nations Unies) -- Dans le sillage du tsunami, le Groupe international pour la coordination de la lutte contre la corruption (IGAC), s'est réuni les 21 et 22 avril, pour discuter des voies et moyens de prévenir la corruption dans les opérations de secours d'urgence. La discussion s'est tenue dans le cadre du onzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, qui se tient à Bangkok jusqu'au 25 avril.

Aujourd'hui, on craint de plus en plus que la fraude, la corruption, la mauvaise gestion et le gaspillage des ressources empêchent l'aide d'arriver et entament ainsi la confiance des donateurs et la générosité des particuliers. Les gouvernements et les donateurs ont le défi énorme de s'assurer que l'assistance financière est acheminée rapidement et efficacement avec le moins d'intermédiaires possible.

Les organisations, qui ont pris part à la discussion ont invoqué leurs mécanismes de prévention, d'enquête et de sanctions contre la fraude et la corruption. Elles ont néanmoins reconnu que les abus se sont multipliés en raison de l'énormité des sommes destinées aux efforts de secours et de reconstruction et du nombre d'intervenants dans leur gestion et leur distribution.

Coordonnée par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), l'IGAC est composé d'organisations internationales actives dans le domaine de la lutte contre la corruption dont plusieurs institutions des Nations Unies, la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement, d'autres banques de développement régionales, l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE), l'Union européenne, le Conseil de l'Europe et plusieurs ONG internationales.

Le Groupe a accepté de faire office de plate-forme pour la rationalisation des initiatives lancées par ses membres pour garantir une bonne utilisation de l'assistance destinée aux efforts de secours et de reconstruction. Il a, dans ce contexte, accepté de coopérer au suivi des projets de conclusions et de principes qui ont été soumis à la réunion d'experts sur la prévention de la corruption dans les efforts de secours après le tsunami, qui s'est tenue à Jakarta les 7 et 8 avril. Cette réunion a été organisée par l'Initiative anticorruption de la Banque asiatique de développement et l'OCDE pour la région d'Asie-Pacifique, et par Transparency International.

\* \* \* \* \*